

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°6 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan :** Le gouvernement taliban renouvèle son ambition de développer le potentiel hydroélectrique du pays ;
- ❖ **Bangladesh :** Croissance de 6,1 % au premier trimestre de 2023-24 d'après les statistiques bangladaises ;
- ❖ **Bhoutan :** La construction de la centrale Punatshangchu au cœur de la dette extérieure libellée en roupie indienne ;
- ❖ **Inde :** Réduction du déficit courant ;
- ❖ **Maldives :** Signature d'un accord sur le tourisme entre les Maldives et la province chinoise de Fujian ;
- ❖ **Népal :** Le Népal reçoit deux enveloppes de subvention de la part Royaume-Uni ;
- ❖ **Pakistan :** Les transferts de migrants en baisse de 3% depuis juillet 2023, en dépit de la forte croissance des fonds provenant des États du Golfe ;
- ❖ **Sri Lanka :** Plusieurs institutions financières pénalisées par la Banque Centrale pour blanchissement ;

LE CHIFFRE A RETENIR

206 Mds USD

Le déficit commercial de l'Inde sur les dix premiers mois de l'année budgétaire 2023-24, en baisse de 11,2% (en g.a)

Afghanistan

Le gouvernement taliban renouvèle son ambition de développer le potentiel hydroélectrique du pays

Les autorités talibanes manifestent leur volonté de soutenir activement la mise en place de grands barrages le long des cours d'eau clés en Afghanistan. Le dernier projet d'infrastructure hydroélectrique cible la rivière Kunar, longue de 480 kilomètres, prenant sa source dans les montagnes de l'Hindu Kush, dans le Nord-est de l'Afghanistan. Toutefois, cette initiative suscite des tensions, le Pakistan considérant cette décision comme unilatérale et redoutant des répercussions sur l'écoulement de l'eau vers son territoire.

Malgré la présence de quatre bassins fluviaux dans la région et une quantité d'eau actuelle jugée suffisante pour les besoins internes du pays, la réalité de la situation est obscurcie par la faible capacité de stockage d'eau, l'une des plus faibles au monde, exacerbée par des périodes fréquentes de sécheresse. En effet, la diminution du niveau des nappes phréatiques dans plusieurs provinces afghanes a entraîné une crise d'eau potable. Avec plus de deux tiers de la population afghane touchés par la sécheresse et une production hydroélectrique actuelle de seulement 600 mégawatts sur un potentiel de plus de 23 000 mégawatts, l'expansion des centrales hydroélectriques revêt une importance cruciale pour l'avenir énergétique de l'Afghanistan.

Dans ce contexte, l'Inde, ayant déjà réalisé en 2016 le projet hydroélectrique baptisé « Afghanistan-India Friendship » ou barrage de Salma, dans la province de Herat à l'ouest de l'Afghanistan, continue d'apporter son expertise technique et son savoir-faire à divers projets hydroélectriques en Afghanistan. L'aide au développement indienne s'est matérialisée par la concrétisation de projets de construction d'une valeur de 3 Mds USD. Mais certains projets à l'initiative de l'Inde restent incomplets depuis la prise de pouvoir des Talibans. En juin 2022, l'Inde a ainsi envoyé une équipe technique pour examiner l'état des projets indiens ainsi que l'aide humanitaire fournie par New Delhi. Le gouvernement précédent à Kaboul avait envisagé la construction d'une douzaine de barrages le long de la rivière Kaboul, en collaboration avec l'Inde.

Bangladesh

Croissance de 6,1% au premier trimestre de 2023-24 d'après les statistiques bangladaises

D'après le Bangladesh Bureau of Statistics, la croissance du Bangladesh s'est élevée à 6,07 % pour la période juillet-septembre 2023. C'est la première fois que le bureau des statistiques publie le PIB trimestriel, en ligne avec le programme FMI. La contribution des différents secteurs est très hétérogène : de +0,84% seulement pour l'agriculture, à +9,67% pour l'industrie contre +3,96% pour le secteur des services.

La croissance sur le trimestre précédent était de 6,24% et la croissance pour l'année budgétaire 2022-23 a finalement atteint 5,78%, légèrement en deçà des estimations du gouvernement. Le secteur agricole a connu une performance correcte (+3,4%), grâce à des conditions favorables, permettant de compenser la moindre réussite de l'industrie qui a souffert des restrictions sur les importations et d'un marché mondial morose.

Les engagements des bailleurs atteignent 7 Mds USD sur la période juillet-décembre 2023

D'après les données de l'Economic Relations Division (ERD), les engagements des bailleurs se sont élevés à 6990 MUSD sur les six premiers mois de l'année budgétaire, en très nette hausse par rapport à la même période l'année dernière lorsque que ceux-ci s'élevaient à environ 500 MUSD dans un contexte d'attente avant la signature du programme FMI (ayant finalement eu lieu en janvier 2023). Les principaux partenaires sont la BAsD (2,5 Mds USD), le Japon (2,0 Mds USD) et la Banque Mondiale (1,4 Md USD). Sur la même période, les décaissements ont représenté 4064 MUSD, principalement de la BAsD (1111 MUSD), la Banque Mondiale (892 MUSD) et la JICA (812 MUSD), mais aussi de la Russie (544 MUSD) et de la Chine (362 MUSD).

Le Bangladesh réduit sa dépendance au pétrole pour la génération d'électricité, au profit du gaz - et surtout du charbon

En 2023, le Bangladesh Power Development Board (BPDB) a fermé 6 centrales thermiques au fioul détenues par des entreprises privées pour une capacité totale de 1000 MW. Le pétrole représentait ainsi 20% de la production d'électricité en 2023 contre 30% en 2022. BPDB a par ailleurs renégocié certains contrats liés à des centrales au fioul afin de supprimer les charges de capacité et ne plus payer que dès lors que la centrale produit. Ainsi, l'entreprise publique en charge des importations de fioul (BPC) prévoit de réduire de 15% les importations de pétrole raffiné en 2024, à 6,5 millions de tonnes.

Afin de satisfaire les besoins croissants en énergie, les autorités ont favorisé le développement du charbon. Quatre nouvelles centrales ont été connectées au réseau en 2023 pour une capacité totale de 3365 MW dont SS Power de 1224MW (S. Alam Group avec l'entreprise chinoise SETCO3), la centrale ultra-supercritiques de Maitree de 1320 MW (BPDB avec l'indien NTPC sous financement indien) et la centrale de Matarbari de 1200 MW (avec un consortium japonais sous financement JICA). Une deuxième centrale à Matarbari devrait être opérationnelle en mars 2024.

Ainsi, la production d'électricité à partir de charbon a atteint 21 Mds kWh en 2023, contre moins de 8 Mds kWh en 2022. Dans le même temps, la part du gaz est passé de 51% à 55%.

Le pays ne parvient néanmoins pas à faire face à toute la demande, avec un déficit de production de 2,7 Mds kWh en hausse de 40%, provoquant de nombreuses coupures et délestage pendant l'été 2023. Les autorités craignent que cette situation se reproduise cet été.

Les transactions via les services financiers mobiles ont augmenté de 25% sur un an en 2023

En 2023, les transactions effectuées via les applications de services financiers mobiles ont atteint 13,500 Mds BDT (115 Mds EUR), soit une hausse de 25% par rapport 2022. La période de la Covid-19 a été un accélérateur de la dématérialisation des échanges, le volume des transactions n'atteignant en 2019 que 4,400 Mds BDT.

Le nombre de e-portefeuilles a par ailleurs dépassé les 220 millions fin 2023, contre 68 millions cinq ans auparavant. Les femmes possèdent 42% de ces comptes. Le nombre de comptes actifs (c'est-à-dire avec au moins une transaction sur les 3 derniers mois) est nettement plus faible à 84 millions.

Le nombre d'agents, qui avait dépassé pour la première fois le million mi-2019, est désormais de 1,7 million, dont près de la moitié sont en zone rurale. Ce maillage permet d'améliorer l'inclusion financière, alors que près de la moitié de la population n'a pas accès à un compte bancaire.

Le gouvernement cherche par ailleurs à digitaliser le versement de certaines aides sociales. Les versements ont atteint 137 Mds BDT (soit environ 10% des programmes sociaux).

Bhoutan

La construction de la centrale Punatshangchu au cœur de la dette extérieure libellée en roupie

En décembre de l'année dernière, la dette totale libellée en roupies indiennes atteignait l'équivalent de 1,8 Md USD, avec le projet majeur de la centrale Punatshangchu Hydropower Project Authority II (PHPAII) représentant près de la moitié de cette somme, soit environ 700 M USD. Notamment, 90,9 % de la dette extérieure est en roupie, et le secteur hydroélectrique contribue significativement, représentant 66,3 % de la dette totale extérieure.

Pour mémoire, la centrale Punatsangchhu, est une centrale hydroélectrique au fil de l'eau de 1GW en cours de construction dans le district de Wangdue Phodrang au Bhoutan. Cette dernière est en travaux depuis 2010, et devrait produire environ 4 357 millions d'unités d'électricité par an, qui sera évacuée par une ligne de transport d'électricité à double circuit de 400 kV.

Le ministère des Finances a assuré une atténuation du risque de change associé à la dette libellée en roupie en raison de l'indexation de la monnaie bhoutanaise sur la roupie indienne. Cette stabilité est renforcée par une maturité moyenne d'environ 11,7 ans et une faible proportion de dette à taux variable. De plus, il met en avant la viabilité commerciale des projets grâce à un marché d'exportation sécurisé avec l'Inde. Le tarif d'exportation de l'électricité est calculé de manière à couvrir le coût global du projet, incluant le service de la dette, assurant ainsi que les recettes de la vente d'électricité soient suffisantes pour couvrir ces obligations financières.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Ralentissement de la croissance de l'industrie de la haute technologie

Selon le rapport annuel de l'Association nationale des sociétés de logiciels et de services (Nasscom), l'industrie indienne de la haute technologie (*tech industry*) devrait voir sa croissance ralentir à 3,8% en 2023/24 pour atteindre 253,9 Mds USD, contre respectivement 8,1 % et 244,6 Mds USD l'année précédente. Cela représente 9,3 Mds USD de revenus additionnels en 2023/24, contre 18,6 Mds USD en 2022/23.

Ce ralentissement reste toutefois modéré compte tenu du contexte mondial marqué par une baisse de 50 % des dépenses technologiques et par une diminution de 6 % des contrats dans le secteur des hautes technologies en 2023. Les exportations de services de l'Inde ont d'ailleurs également ralenti, le marché intérieur ayant pour sa part enregistré une croissance plus rapide.

L'Inde continue toutefois d'enregistrer une croissance dans les secteurs d'ingénierie, de la R&D ainsi que des centres de services offshore (*Global Capacity Centres*) dans lesquels les sociétés multinationales délocalisent un certain nombre d'activités.

L'intelligence artificielle (IA) générative est par ailleurs en plein essor avec une forte augmentation des activités de formation aux compétences en IA.

Augmentation des salaires de 9,5 % en 2024

Selon une enquête d'Aon, cabinet de services professionnels, les salaires en Inde – dans le secteur formel – devraient augmenter de 9,5 % en 2024, légèrement moins que l'augmentation de 9,7 % en 2023. Cette enquête repose sur les données de 1414 entreprises actives dans 45 industries. Ainsi, en dépit des tensions géopolitiques au niveau mondial, l'Inde continue à enregistrer parmi les hausses de salaires les plus élevées au monde, suivie par le Bangladesh et l'Indonésie, estimées à respectivement 7,3 % et 6,5 % en 2024.

Les taux d'attrition ont pour leur part diminué de 21,4 % en 2022 à 18,7 % en 2023, indiquant un marché de l'emploi compétitif où les taux de *turnover* ont probablement déjà atteint leur maximum. Cette baisse du taux d'attrition est en faveur des entreprises puisqu'elle permet d'améliorer la productivité.

Les secteurs financiers, de l'ingénierie, de l'automobile et des sciences de la vie devraient connaître les plus fortes augmentations de salaire en 2024, tandis que le commerce de détail et les services de conseil en technologie enregistreront les plus faibles hausses.

En outre, l'enquête souligne l'impact potentiel de l'Intelligence Artificielle (IA) qui constitue une disruption majeure et pourrait impacter fortement le marché de l'emploi.

Politique commerciale

Réduction du déficit courant

Le déficit courant de l'Inde devrait être inférieur à 1 % du PIB en 2023/24, grâce à la réduction du déficit commercial, à l'essor des exportations de service et à une moindre facture pétrolière. Ainsi, le déficit commercial enregistré sur les 10 premiers mois de l'année budgétaire 2023/24 (entre la période d'avril 2023 et janvier 2024) a baissé, passant de 229 Mds à 206 Mds USD en glissement annuel (g.a.). Les exportations nettes de services ont pour leur part augmenté, passant de 117 Mds USD à 138 Mds USD en g.a. sur cette même période.

En conséquence, les réserves de change de l'Inde sont à un niveau très confortable, elles s'élèvent à 617 Mds USD au 9 février 2024.

Toutefois, les risques associés aux coûts croissants du fret et de l'assurance ainsi que des temps de transit prolongés pèseront sur les exportations à venir.

Maldives

Signature d'un accord sur le tourisme entre les Maldives et la province chinoise de Fujian

En collaboration avec les autorités maldiviennes, la province chinoise de Fujian a accueilli un forum visant à favoriser le développement du tourisme vers les Maldives. Le forum a été l'occasion de signer une série d'accords entre différents tour operators chinois et maldiviens, s'appuyant notamment sur le lancement de vols directs entre Malé et la ville de Xianmen. Au vu des activités à forte valeur ajoutée qu'abrite le Fujian (4 zones économiques spéciales et une importante industrie de semi-conducteurs), les Maldives espèrent ainsi attirer une clientèle au pouvoir d'achat élevé dans un contexte où le tourisme en provenance d'Inde semble initier une baisse en raison de la détérioration des relations entre les deux pays.

Népal

Le Népal reçoit deux enveloppes de subvention de la part Royaume-Uni

Dans le cadre de son engagement à verser 505 MUSD sous forme de subventions pour le développement du Népal d'ici à 2030, le Royaume-Uni a signé mardi deux enveloppes de subvention (en livres sterling) d'un montant total équivalent à 88 MUSD pour financer les programmes « Nepal in Business » (NIB) et « Green Growth Nepal » (GGN), dont la mise en œuvre court sur une période de sept ans.

La subvention accordée au programme NIB devrait contribuer à lutter contre la pauvreté, ainsi qu'à soutenir et à financer les petites et moyennes entreprises (PME), tandis que la subvention accordée au programme GGN aidera le gouvernement du Népal à promouvoir une croissance verte, résiliente et inclusive en augmentant les investissements verts dans les industries, en améliorant l'infrastructure résiliente au

climat, en renforçant les politiques économiques durables et en facilitant les opportunités économiques à travers le Népal.

Pakistan

Réduction du déficit courant depuis septembre 2023, malgré une dégradation en janvier 2024

Au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/2024, le déficit du compte courant s'est établi à 1,09 Md USD, contre 3,8 Mds USD au cours de la même période de l'année dernière, soit une réduction de 71%.

En janvier 2024, le compte courant affichait un déficit de 269 MUSD (contre un excédent de 404 MUSD en décembre 2023), soit un creusement de 61 % par rapport à décembre. La baisse des exportations est de l'ordre de 4%, alors que les importations ont progressé de 11%.

Les transferts de migrants en baisse de 3% depuis juillet 2023, en dépit de la forte croissance des fonds originaires des Etats du Golfe

Les transferts de migrants ont baissé de 0,5 Md USD soit 3% au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire par rapport à la même période de 2022/2023 (15,8 Mds USD contre 16,3 Mds USD). En glissement mensuel, les transferts des migrants ont connu une faible augmentation en janvier 2024 de 1 % (2,4 Mds USD), contre 2,38 Mds USD en décembre 2023.

On notera que ces résultats médiocres ont été obtenus en dépit de la nette augmentation des transferts officiels des migrants en provenance d'Arabie saoudite (+43% en janvier en g.a.) et des Emirats arabes unis -EAU- (+43% en janvier en g.a.). La forte augmentation des transaction effectuées sur un canal officiel avec ces deux pays du Golfe s'explique par un accord-cadre, limité à l'Arabie saoudite et aux EAU, signé entre la SBP (Banque centrale pakistanaise) et l'Arab Monetary Fund. Cet accord-cadre signé en novembre 2023 était destiné à rendre impraticable l'utilisation des canaux financiers informels (hawala ou hundi).

IDE : Érosion de la confiance des investisseurs étrangers : les sorties nettes d'IDE ont atteint en janvier leur plus haut niveau depuis six ans

Selon la Banque centrale (SBP- State Bank of Pakistan), en janvier, les entrées d'IDE s'élevaient à 184,7 MUSD alors que les sorties d'IDE représentaient 357,9 MUSD.

Au cours des 7 premiers mois de l'année budgétaire 2023/2024, les IDE se sont élevés à 689,5 MUSD contre 876,8 MUSD au cours de la même période de l'exercice précédent, soit une baisse de 21,4 % au cours de la période.

Le rendement des bons du Trésor (T-Bills) à trois mois a augmenté de 126 points de base (pdb) du fait notamment d'une anticipation de l'inflation à un haut niveau jusqu'à la fin du premier semestre 2024

Pour la première fois depuis 4 mois, l'émission de papiers à 3 mois qui a été effectuée mercredi 21 février a obtenu plus de succès que les papiers à 12 mois émis la semaine précédente. Ce résultat tient notamment au fait que le rendement des T-Bills à trois mois avait augmenté de 126 pdb à 20,6998 %, alors que le rendement du papier à 12 mois n'augmentait que de 25 pdb à 20,3290 %.

La faible souscription à l'émission de T-Bills du 17 février, souscrite qu'à hauteur de 75%, vient souligner l'incertitude des investisseurs institutionnels pakistanais concernant la capacité du nouveau gouvernement à obtenir de bons résultats économiques. Les analystes financiers ne parient sur une première baisse du taux directeur de la SBP de 100 pdb que d'ici septembre prochain, cette baisse pouvant être suivie d'une deuxième baisse de 200 pdb d'ici la fin 2024.

Dérégulation des prix des médicaments non-essentiels

Le gouvernement a approuvé le 20 février la dérégulation des prix de 10 600 médicaments. La plupart des analgésiques, un certain nombre d'antibiotiques et de médicaments contre les maladies gastro-intestinales feront l'objet d'augmentations qui ne pourront pas excéder +70% à +100% des prix constatés au début de la semaine. Seuls 464 médicaments essentiels, figurant sur une liste mise au point par le ministère fédéral de la santé, continuent à être soumis à des prix fixes. Les analgésiques pédiatriques, les médicaments cardiovasculaires, respiratoires ou contre le diabète sont classés dans cette liste de médicaments essentiels.

EAU-Pakistan : Le Pakistan annonce qu'il a conclu un accord pour vendre First Women Bank Ltd aux Émirats arabes unis

La First Women Bank Ltd est un établissement bancaire majoritairement détenu par l'Etat qui opère au Pakistan depuis 1989 et a été créé sous l'impulsion de l'ancienne Première ministre, Benazir Bhutto. La banque publique fournissait des facilités bancaires aux femmes et à leurs familles à travers le pays avec 42 succursales dans 24 villes. Depuis 2018/2019, la banque centrale est préoccupée par la détérioration du profil de cette banque. Les créances douteuses de la First Women Bank Ltd s'élevaient à 19,8% à la fin du deuxième semestre 2022/2023 (contre 7,7 % en moyenne pour l'industrie bancaire).

L'Etat pakistanais a annoncé qu'il allait céder sa participation de 82,64 % dans la banque aux Emirats arabes unis (le reste des actions est détenu par Meezan Bank, Habib Bank, Allied bank, National Bank of Pakistan et United Bank). Les médias n'indiquent ni le prix de cession ni l'orientation stratégique que le nouvel investisseur émirien pourrait donner à la banque, une fois la cession effectuée.

EAU – Pakistan : importante présence pakistanaise au salon « Gulf Food » de Dubaï

80 entreprises pakistanaises participent à la 28ème édition du salon « Gulf Food » qui se tient à Dubaï du 19 au 23 février 2024, dont 45 qui sont regroupées sur le pavillon du Pakistan organisé par la Trade Development Authority of Pakistan (TDAP). A ces entreprises viennent s'ajouter 20 sociétés de trading pakistanaises opérant depuis Dubaï.

Riz – Augmentation en valeur de 95,26 % des exportations au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire

Le pays a exporté plus de 3,323 millions de tonnes de riz pour une valeur de 2,115 Mds USD, contre 1,982 millions de tonnes d'une valeur de 1,083 Mds USD pour la même période de l'année dernière. En quantité, les exportations de riz Basmati ont augmenté sur la même période de 35,59 %, avec 398 764 tonnes métriques d'une valeur de 457 MUSD expédiées, contre 320 751 tonnes métriques de l'année dernière à 337,008 M USD. Les exportations de riz non basmati ont également connu une augmentation significative, avec plus de 2,924 millions de tonnes métriques d'une valeur de 1,658 Md USD exportées, contre 1,661 million de tonnes métriques d'une valeur de 746,434 MUSD l'an dernier. L'absence de l'Inde sur le marché mondial cette année est positive pour le Pakistan : ainsi le riz blanc « brisé » était vendu à 640 USD la tonne et le riz étuvé à environ 680 USD la tonne, contre respectivement 465 et 486 USD il y a un an.

Sri Lanka

9e édition du Rapport Annuel sur les perspectives pour 2024 de la Chambre de commerce de Ceylan

La Chambre de commerce de Ceylan a publié son rapport sur les perspectives économiques 2024. Tout d'abord, s'agissant de l'année 2023, il souligne les améliorations du compte extérieur, notamment la réduction du déficit commercial, l'augmentation des exportations de services (tourisme) et des envois de fonds des travailleurs émigrés. S'agissant de l'année 2024, il prévoit une reprise économique modérée avec une croissance à 3 % et une stabilisation de l'inflation. Il souligne l'importance de la restructuration de la dette et des réformes structurelles pour le rebond et la stabilité économique du pays. Selon le rapport, malgré le ralentissement de l'économie mondiale et les incertitudes liées aux élections au niveau national, l'engagement du gouvernement en faveur des réformes structurelles reste primordial. Il met l'accent sur l'urgence de réformer les entreprises publiques et la mise en œuvre des politiques monétaires et budgétaires strictes. Enfin, le rapport souligne la nécessité de donner la priorité au projet d'identification numérique (digital ID Project) pour contribuer à l'identification des contribuables et ce faisant à l'augmentation des recettes fiscales.

Financement japonais pour soutenir la lutte contre la corruption et favoriser les IDE

Le gouvernement japonais et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) ont lancé depuis Colombo le Project for Promoting Economic Governance through Anti-corruption Policy Support. Dans un contexte de crise socio-économique profonde qu'accentuent les problématiques de corruption et consécutivement à la publication par le FMI de son rapport d'évaluation de la gouvernance à Sri Lanka, ce projet aura pour but d'augmenter la transparence des institutions publiques et privées. Les parties prenantes ont annoncé 3 axes d'action stratégique : le renforcement du cadre légal existant, l'amélioration de la coordination des organes de lutte contre la corruption, et la mise en place de formations dédiées. Le tout sera financé par le Japon à hauteur de 931 000 USD et mis en œuvre par le PNUD. Le Japon cherche ainsi à contribuer à la création d'un environnement propice à accueillir de nouveaux IDE. On note à cet égard que le Ministre de la promotion de l'investissement, Dilum Amunugama a annoncé la poursuite de l'expansion de la zone franche industrielle de Bingiriya, vers laquelle Sri Lanka cherche à attirer des investissements japonais à forte valeur ajoutée. La zone franche abrite actuellement cinq projets pour un montant de 50 MUSD, sachant que les prochaines phases annoncées prévoient de multiplier par six sa surface utilisable. Ces annonces s'inscrivent dans le contexte de la visite du président de la JICA (Japan International Cooperation Agency) à Colombo, au cours de laquelle il a souligné le potentiel de développement de Sri Lanka pour les années à venir. La reprise du financement du nouveau terminal de l'aéroport de Colombo et le lancement de la construction d'une première ligne de LRT (Light Rail Train) ont été abordés au cours des discussions.

Plusieurs institutions financières pénalisées par la Banque Centrale pour blanchissement

La Financial Intelligence Unit (FIU), qui dépend de la Banque Centrale sri-lankaise (CBSL), a annoncé avoir collecté environ 14 M LKR (soit 45.000 USD) de pénalités entre septembre et décembre 2023 auprès de trois institutions financières. Les institutions concernées sont la Bank of Ceylon, la People's Bank et MMBL Money Transfer. Dans les trois cas, les amendes ont été imposées pour non-respect du FTRA (Financial Transactions Reporting Act), texte légal qui fixe les conditions de régulation du secteur bancaire en vue de lutter contre le blanchissement d'argent et le financement du terrorisme. Par ailleurs, la FIU a signé un Memorandum of Understanding (MoU) avec l'Excise Department sri-lankais, en charge des taxes sur le tabac et les alcools afin de lutter contre la fraude et la sous-facturation. Le gouvernement affiche ainsi sa volonté d'augmenter les recettes publiques par l'optimisation de la collecte de taxes.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr